

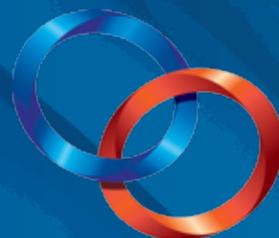
Les matinales de (re)sources

COLLÈGE DES BERNARDINS
10 FEVRIER 2015

3 questions à Alain Boinet

Fondateur de Solidarités International

Membre de (re)sources



Comment les crises humanitaires affectent-elles l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations ?

Les situations d'urgence humanitaire, qu'il s'agisse d'un conflit ou d'une catastrophe, se caractérisent par des pertes en vies humaines et des blessés, par la destruction de l'habitat, des infrastructures et des services publics. De plus, ces crises provoquent des déplacements de populations. L'on pense à la Syrie qui compte aujourd'hui, pour une population de 18,8 millions d'habitants, 7,6 millions de déplacés dans le pays, 4 millions de réfugiés à l'extérieur et 12,2 millions de personnes ayant besoin d'aide dont 4,8 millions situés dans des zones difficiles d'accès.

Par expérience, nous savons que l'eau et l'assainissement constituent une des toutes premières priorités, si ce n'est la première, pour les populations victimes de ces crises. En effet, l'eau potable est un besoin vital quotidien essentiel à la survie de ces personnes. Il faut apporter l'eau là où elle est absente, comme dans un camp de déplacés, ou l'apporter en plus grande quantité là où il n'y en a pas suffisamment comme dans des zones d'accueil habitées et rapidement débordées par l'afflux massif de familles fuyant la crise. Simultanément, des toilettes sont à installer rapidement pour faire face à ces concentrations de population, d'autant que **l'absence de toilettes et d'assainissement, comme la gestion des déchets, a pour conséquence la contamination de l'eau et des maladies.**

L'absence d'hygiène a pour conséquence immédiate de souiller l'eau, les ustensiles de cuisine et tout ce qui permet de transporter ou d'utiliser l'eau comme les jerricans, les seaux, bassines, casseroles,... Et puis, il faut du savon pour se laver les mains efficacement, au Soudan du sud comme au Myanmar, en RCA et en Afghanistan où c'est loin d'être le cas.

Les diarrhées et d'autres maladies liées à l'eau insalubre (dysenterie, typhoïde, hépatite, choléra, ou encore la malaria due à un manque d'assainissement) font alors leur apparition parmi ces populations déjà fragilisées et au risque de provoquer des épidémies. **Rappelons que l'eau insalubre tue actuellement chaque année 2,6 millions d'êtres humains dont un grand nombre d'enfants.**

Quel rôle peut jouer une ONG dans de telles situations ?

Les ONG doivent répondre rapidement aux besoins vitaux des populations en danger. En matière d'eau potable, cela va de techniques simples, mais adaptées et efficaces, à des moyens plus complexes, voire sophistiqués et durables.

Camion-citernes dans l'extrême urgence, chlorage de l'eau, stations mobile de potabilisation, captages de source aménagée, captages et traitement des eaux de surface, forages équipés de pompe à main, réservoirs d'eau et rampes de robinets. Puis, quand le contexte le permet, stations de traitement, réseaux d'adduction d'eau et bornes fontaines, gestion communautaire de la ressource et de la maintenance des installations, afin de passer de l'urgence à la reconstruction en sortie de crise.

La panoplie des techniques et moyens est large, diversifiée, adaptée, qu'il s'agisse de zones rurales ou urbaines, ou encore de camps de déplacés ou de réfugiés dans des environnements très divers, parfois avec une eau abondante et parfois avec une eau très rare.

Comment les institutions de développement peuvent-elles améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations vivant dans des situations d'urgence humanitaire ?

Le passage de l'urgence à la reconstruction en sortie de crise est un moment majeur et critique où les ONG, les techniques, les autorités doivent évoluer dans leur rôle pour mieux répondre à l'évolution du contexte et des besoins des populations. L'on pense, par exemple, au retour des populations déplacées chez elles. Malheureusement, le passage des phases d'urgence à celles de la reconstruction, avant de reprendre des programmes de développement, est encore très peu pris en compte et soutenu par les partenaires institutionnels. Il y a dans les crises un fossé entre l'urgence et le développement, un oubli par les bailleurs et les financements de l'aide.

La sortie de crise est une chance à saisir afin d'apporter une réponse plus structurelle et plus durable aux besoins quotidiens des populations. C'est l'occasion d'accompagner le retour et la réorganisation des services publics, du petit commerce et d'associer les populations dans une gestion communautaire des installations pour les pérenniser et les autonomiser tant l'on sait que l'eau potable relève d'une gouvernance locale. **Enfin, notre mission humanitaire consiste à faire le lien entre la sortie de crise et la réorganisation locale des services essentiels aux populations et de passer ensuite le relais aux acteurs de développement.**

Parallèlement, nous avons entrepris depuis longtemps un dialogue avec les institutions, pour améliorer le passage d'une phase à l'autre tout en étant prêt à faire face à des risques de rechute. Aujourd'hui, ce travail est bien engagé en France et nous espérons qu'un dispositif sera mis en place cette année. Une démarche identique est à l'œuvre au niveau de la Commission Européenne, mais les progrès sont trop lents pour les humanitaires de terrain.

Le passage de l'urgence à la reconstruction est progressif et doit éviter une interruption dans la chaîne des réponses. En fait, les programmes de reconstruction font appel à des techniques de développement dans des contextes de sortie de crise. Ces programmes sont plus longs, plus structurels et supposent des évaluations approfondies, l'implication des administrations locales et des populations. Les programmes de reconstruction nécessitent des budgets plus élevés, des compétences expatriées plus techniques et moins nombreuses faisant davantage appel aux capacités locales.

Il ne s'agit pas non plus des mêmes partenaires institutionnels. Les uns relèvent de l'urgence et les autres des institutions du développement. Ces acteurs doivent se coordonner et coopérer pour permettre le passage d'une phase à l'autre. En fait, les humanitaires doivent avoir présent à l'esprit, dès le départ, cette phase de reconstruction et, au-delà, celle du développement. De même que **les développeurs doivent envisager les risques de rupture pour renforcer dans leurs programmes les capacités de résilience des populations, notamment des plus vulnérables qui seront les premières victimes de la crise.**